

La religion, outil de légitimité politique ?

■ « C'est en vain qu'on cherche à remplacer Dieu. Rien ne saurait combler le vide de son absence » : en disant ces mots, le pape Jean-Paul II affirmait avec force le rôle de la foi dans le contrat social. L'idéal républicain d'un État laïc et d'un espace public où primerait le seul usage de la Raison, fondatrice d'une religion civile, serait porteur de bien des dérives : « Une démocratie sans valeurs se transforme facilement en un totalitarisme déclaré ou sournois comme le montre l'Histoire. » Un rapide balayage de l'Histoire nous rappelle aussi que l'argument religieux a souvent été au cœur de stratégies de domination politique : la monarchie de droit divin en est un exemple. Aujourd'hui encore, dans un contexte de mondialisation et de brassage culturel croissant, on voit certains régimes trouver dans la religion la justification d'une morale conservatrice érigée en doctrine d'État, ouvrant la voie à un contrôle parfois très poussé du social. Pourtant, l'exemple polonais nous montre qu'il faut aussi clairement distinguer la religion, comme institution, de l'argument religieux, comme variable politique. L'absence de laïcité ne doit pas nécessairement suggérer l'idée d'une connivence entre les institutions religieuses et le pouvoir politique, quelle que soit sa nature : la religion, par ses structures, par ses ancrages territoriaux, peut aussi constituer la base d'une mobilisation autonome de la société civile. Étymologiquement, le terme religion désigne ce qui relie les hommes : dans les situations où l'État peine à entretenir le lien avec ses citoyens, les structures religieuses, peuvent-elles assurer une fonction supplétive ? Au-delà de la référence à la foi, quel peut être leur place dans l'édification d'une gouvernance démocratique ? ■

L'argument religieux a souvent été au cœur de stratégies de domination politique.





**Enjeux
Internationaux*

(Bruxelles) : « Mieux comprendre pour mieux agir », telle est la devise de cette revue créée en 2003 qui croise les regards du Sud et du Nord et rassemble journalistes et universitaires pour expliquer le monde de manière décalée et progressiste.

in « Enjeux Internationaux »* (Bruxelles), *Courrier International* n° 813, 1^{er} juin 2006.

République démocratique du Congo : quand les Églises se battent pour la démocratie

Bien que la violence continue de régner dans l'est du pays, la société civile se mobilise pour que les élections de juillet 2006 se déroulent d'une manière libre et transparente. Les religieux sont très actifs dans ce combat.

Colette Braeckman

Même si aucune voiture ne la traverse, la petite ville minière de Kamituga, à la lisière du Sud-Kivu et du Maniema, est envahie dès l'aube par le bruit : la rumeur qui monte du marché, où les gens se pressent pour acheter des articles à bas prix importés de Chine, les radios et lecteurs de cassettes à pleine puissance, la pétarade des motos rutilantes des jeunes gens fiers de faire tourner les moteurs. Et, aussi, lançant comme le rythme des sonnailles, entêté, de l'aube au crépuscule, il y a le martèlement régulier des pilons, ces marteaux brandis par les femmes et qui remplacent les machines, depuis longtemps rouillées. Toute la journée, sept jours par semaine, les femmes de Kamituga qui ont déserté l'agriculture et fui leurs champs concassent les pierres que leur apportent les creuseurs. Elles les réduisent en de petits monticules de poussière grise, qui seront ensuite tamisés jusqu'à l'apparition de particules brillantes de cet or tant convoité. Le salaire de ces femmes ne dépasse pas 1 dollar par jour. Cependant, elles ne se plaignent pas. Elles expliquent qu'en ville, au moins, elles jouissent d'une certaine sécurité et ne risquent

pas d'être enlevées ou violées par les Interahamwe, ces Hutus rwandais qui se cachent toujours dans les forêts du Maniema. Lorsque l'on franchit la clôture de la paroisse, la rumeur de Kamituga s'apaise, faisant place à une atmosphère studieuse. À côté du bureau de l'abbé Jean-Claude, des femmes se réunissent autour de Dévotte, une infirmière. Le motif de leur rencontre est à la fois simple et ambitieux : elles veulent au plus tôt apprendre à lire et à écrire, afin, nous explique Dévotte, d'« être capables de remplir au mieux leur devoir électoral ». Dévotte traduit volontiers les propos de ses concitoyennes : elles ne disposent pas de carte d'identité, n'ont jamais été enregistrées à l'état civil et savent que l'enregistrement comme électrices leur permettra d'avoir des papiers d'identité. Mais, surtout, ces femmes ont compris que les élections vont leur permettre pour la première fois de leur vie de choisir leurs dirigeants, et cela à tous les niveaux. Elles insistent : « Ici, dans l'Est, nous avons été occupés, exploités, pillés. Les responsables de nos malheurs sont toujours là, demain ils ►►►

►►► se présenteront au vote. Mais nous savons aussi qu'il y aura d'autres candidats, venus de la base : d'anciens syndicalistes, des patriotes, des gens qui ont incarné la résistance. Nous voulons pouvoir choisir, être capables d'être observatrices dans les bureaux de vote et empêcher les tricheries. »

Les Congolais ont une grande capacité de mobilisation

Déjà lors de l'enregistrement des électeurs, elles ont été très attentives, veillant à ce que des « non-Congolais », c'est-à-dire des étrangers infiltrés, rwandais ou burundais, ne puissent s'inscrire comme des nationaux. Et c'est avec la même attention qu'elles ont parcouru les listes des personnes enregistrées affichées à l'extérieur des bureaux. L'abbé Jean-Claude supervise à la fois l'alphabétisation des femmes et la préparation des élections, et il prête les locaux des écoles paroissiales à la commission électorale indépendante. Son optimisme est celui de la volonté : « À Kinshasa – et moins encore à l'extérieur du pays –, on ne mesure guère la capacité de mobilisation des Congolais. Les gens veulent voter, et ils se sont depuis longtemps organisés pour que ce scrutin ait lieu, y compris dans les régions

les plus lointaines... On oublie aussi que cette "auto-organisation" populaire est ancienne ; elle remonte au temps de Mobutu, qui nous avait abandonnés... » Sur le terrain, l'accord passé entre les catholiques, les protestants, les musulmans et les « Églises de réveil » – c'est-à-dire les sectes qui se multiplient dans tout le pays – est une réalité : toutes les confessions religieuses se sont entendues pour s'abstenir de faire du prosélytisme et unir leurs efforts afin de former leurs fidèles dans la perspective des élections. Un tel accord est d'une importance capitale dans ce pays où tous les citoyens, à de rares exceptions près, revendiquent une appartenance religieuse... Il est probable que cette détermination des organisations de base se maintiendra, malgré les messages contradictoires émanant des hiérarchies. En effet, le Président de la Commission électorale indépendante (CEI), l'abbé Malu Malu, fortement soutenu par la base, s'est retrouvé en froid avec la conférence épiscopale. L'enregistrement de 20 millions d'électeurs, qui s'est déroulé à travers tout le pays en dépit des difficultés logistiques et des consignes de boycott lancées par certains partis – comme l'Union démocratique pour le progrès social (UDPS) d'Étienne Tshisekedi –, démontre aussi combien, malgré la faillite de l'État congolais, maintes fois décrite, le peuple est resté debout : les simples citoyens ont préservé leur désir de former une nation, ils se sont organisés pour survivre et pour résister à l'agression étrangère et sont, dans leur très grande majorité, déterminés à se rendre aux urnes. Leur seule frustration, pour beaucoup, est de n'avoir pas pu rejoindre en temps utile les bureaux d'enregistrement. Cette capacité d'auto-organisation de la population congolaise échappe souvent, et parfois déplaît, aux représentants des Nations unies et aux équipes humanitaires, qui préfèrent avoir le sentiment de se déployer sur une table rase où tout serait à reconstruire. Sur le terrain,

“ Les gens veulent voter, et ils se sont depuis longtemps organisés pour que ce scrutin ait lieu, y compris dans les régions les plus lointaines... »



il arrive que des équipes de Médecins sans frontières (MSF), désireuses de distribuer des médicaments et de prodiguer des soins médicaux sans faire payer une population extrêmement pauvre, se heurtent au personnel de santé congolais. Les arguments sont pertinents des deux côtés : MSF avance que la politique de recouvrement du coût des soins de santé interdit l'accès des dispensaires à une grande majorité de la population, tandis que les « locaux », médecins et infirmiers, rappellent que, si les faibles structures de santé – qui datent de l'époque coloniale et des premières années du régime Mobutu – ont tenu malgré l'absence de tout soutien officiel, c'est parce que les populations locales avaient été habituées à se prendre en charge... Dans les dispensaires et les centres de santé, y compris ceux qui dépendent des institutions religieuses, il est demandé aux patients d'apporter une contribution, même symbolique, et beaucoup redoutent que l'aide étrangère, en restaurant la gratuité, fasse disparaître ces réflexes d'autosuffisance depuis longtemps enracinés. Au Congo, en effet, il y a longtemps que les citoyens ont appris à se passer de l'État : en crise économique depuis la fin des années 1970, le régime mobutiste, préoccupé par son maintien au pouvoir et par l'enrichissement de ses élites – et d'autant plus indifférent aux besoins de la population qu'aucune élection libre et démocratique ne pouvait le sanctionner –, a longtemps délégué le social aux coopérations étrangères.

Importantes collectes de fonds à l'étranger

Depuis le début des années 1990, le régime, à bout de souffle et en disgrâce sur le plan international, a été pénalisé par les Occidentaux, qui, en retirant toutes leurs coopérations directes, ont en

réalité abandonné les populations à elles-mêmes. Après la chute du régime Mobutu, les Congolais ont connu cinq années d'une guerre meurtrière puis, après les accords de paix de Sun City [en Afrique du Sud], deux années d'une transition où le secteur social fut le cadet des soucis de leurs dirigeants, promus par la force des fusils. Malgré cela, même s'ils ont parfois le sentiment

d'être abandonnés, les Congolais ont fait face à l'adversité. Partout dans le pays, dans la brousse comme dans les villes, lorsqu'on leur demande comment ça va, ils ont cette réponse à la fois claire et évasive : « Nous sommes là, ça va un peu, un peu seulement. »

Traduisez : les temps sont durs mais on s'accroche, on a résisté, on espère

que cela ira mieux. Les réseaux des Églises ont également joué leur rôle, et le circuit des missions est resté intact, malgré le vieillissement des prêtres étrangers. Avec tout ce que cela signifie : les possibilités de collectes de fonds à l'étranger, les circuits invisibles permettant le transfert des capitaux, la distribution de l'aide en dehors des réseaux du pouvoir, etc. ■

IL Y A LONGTEMPS
QUE LES CITOYENS ONT
APPRIIS À SE PASSER
DE L'ÉTAT.

La Pologne, son Église, son désarroi



Sociologue et politologue, est directeur de recherche au CNRS et enseigne à l'Institut d'études politiques de Paris. Il travaille sur la relation entre politique et religion.

Patrick Michel

La spectaculaire démission, le 7 janvier 2007, de l'archevêque de Varsovie, Mgr Wielgus, convaincu d'avoir collaboré avec la police politique communiste, contraint la Pologne – après que la mort de Jean-Paul II au printemps 2005 l'ait laissée « orpheline » – à faire son deuil du dernier mythe fondant sa « différence » : celui d'une Église *toute* résistante. La Pologne se voit donc une nouvelle fois confrontée à la nécessité d'en finir avec cette supposée « exception polonaise » que l'élection en 1978 d'un pape polonais et le rôle prêté à l'Église catholique dans l'effondrement du communisme tendaient à valider. Cette Église a permis à la société polonaise d'accoucher d'une démocratie. Le problème était d'y trouver sa place. Ce qui supposait d'abandonner toute prétention à perpétuer la centralité qui fut la sienne pendant le communisme. Or, en ne protestant pas contre l'utilisation du catholicisme comme critère d'une identité polonaise bricolée à des fins politiciennes, l'Église a tenté de compenser par un accroissement de son poids institutionnel la diminution de son influence sociale (dans les grandes villes, moins de 30 % des jeunes ont

une pratique religieuse). En intervenant dans le champ politique, l'Église a par ailleurs pris le risque du désaveu : à partir de 1993 vont se succéder des résultats électoraux contraires à ses vœux. Surtout, elle s'est exposée à devenir un instrument aux mains d'acteurs cherchant à se doter d'une définition « religieusement construite » de la nation. C'est cette veine qu'a exploitée le père Rydzyk, fondateur en 1991 de Radio Maryja. Ce groupe de presse, qui touche chaque jour plusieurs millions de personnes, diffuse une vision du monde nationaliste et ultracléricale, où le libéralisme apparaît, au même titre que le communisme et le fascisme, comme criminel.

CETTE ÉGLISE
A PERMIS À LA
SOCIÉTÉ POLONAISE
D'ACCOUCHER D'UNE
DÉMOCRATIE.

Pour nombre d'observateurs, la victoire des frères Kaczynski aux élections de 2005 a constitué « une victoire de Radio Maryja ». Celle-ci se donne pour objectif de recatholiciser les Polonais. Ce qui passe par la disqualification des juifs et autres ex-communistes : le père Jankowski a ainsi pu affirmer que « les juifs n'ont

pas le droit de représenter la nation » sans que cela entraîne une condamnation ferme ni des politiques ni de l'Église. Il s'agit là, sur fond de malaise d'une société confrontée à la redéfinition de l'ensemble de ses repères, de réitérer la pertinence de critères présentés comme stables pour asseoir l'identité. Toute la question est dès lors de la crédibilité de cette entreprise, pour les différentes composantes d'une société *évidemment* plurielle. Et donc aussi d'un catholicisme pluralisé. Alors que durant des décennies, l'opinion du primat constituait un point de repère

légitime et indiscutable pour les fidèles, 36,7 % pensent aujourd'hui, selon un sondage publié par *Wprost*, que le père Rydzyk est la voix la plus influente de l'Église et seulement 12,5 % le primat. L'analyse des évolutions politiques est inséparable d'une interrogation sur la poursuite d'un processus d'europanisation des mentalités, où continuerait à se dissoudre progressivement la croyance en une Pologne « élue ». Pour le primat Glemp, « il existe en Occident une certaine stratégie, une volonté d'appauvrir non seulement la Pologne mais toute l'Europe centrale, sur le plan économique et spirituel, afin de favoriser une sorte de néocolonialisme économique et de les subordonner idéologiquement »¹. En fait, maints Polonais, à commencer par les électeurs des formations populistes, de « Samoobrona » au LPR, se disent menacés par les « autres civilisations ». Au premier chef, bien évidemment, par un modèle occidental accusé de remettre en cause les valeurs d'une « tradition » polonaise. Concernant l'Union européenne, les évêques polonais n'ont ainsi eu de cesse de souligner le rôle particulier qu'aurait à y jouer la Pologne. Ils se sont appliqués à parler d'une seule voix, mais sans parvenir à dissimuler leurs divergences. Et les clivages croissants au sein d'un paysage catholique pluralisé, allant de la dénoncia-

tion par Radio Marya de « l'Europe de Sodome et Gomorrhe » au plaidoyer proeuropéen de Jean-Paul II. En affirmant vouloir promouvoir « les valeurs chrétiennes », le leader du PIS [Droit et justice], au pouvoir, Jaroslaw Kaczynski, entendait s'élever contre le « libéralisme à l'usage des riches ». Nombre d'observateurs vont jusqu'à considérer que cette référence couplée à la religion et à la nation ressortirait à la tentative de faire de la Pologne un « laboratoire de l'ordre moral² ». Elle pourrait bien n'être jamais, pour une société polonaise qui s'est constituée, après 1989, sur l'épuisement de tous ses mythes organisateurs, que la nouvelle et simple expression d'un rapport au politique organisé par la disqualification et le désenchantement. L'expression d'un profond désarroi. ■

1. Jozef Glemp, « Trudny pokój », SPP, Varsovie, 15 septembre 1995.

2. Frybes (M.), Michel (P.), *Après le communisme - Mythes et légendes de la Pologne contemporaine*, Bayard Éditions, Paris, 1996, 287 p. Voir également Michel (P) (ed.), *Europe centrale, la mélancolie du réel*, Autrement, Paris, 2004, 144 p.

“ L'analyse des évolutions politiques est inséparable d'une interrogation sur la poursuite d'un processus d'europanisation des mentalités. »

Quelle gouvernance pour la Malaisie : Coran ou constitution laïque ?



Professeur associé à l'université internationale francophone d'Alexandrie au département de la gestion de l'environnement, expert auprès de l'OMS. Ses activités d'enseignant et de chercheur portent notamment sur la chimie de l'environnement. Il est secrétaire du bureau associatif de l'IRG.

Mohamed Larbi Bouguerra

Les spots vantant la Malaisie que diffusent à l'envi CNN ou El Jazeera montrent, dans un cadre paradisiaque, des danses folkloriques, des plats délicieux et des femmes dans de superbes costumes traditionnels. À l'arrivée, on est surpris de voir autant de Malaises voilées et autant de publications vantant les « valeurs morales » ou le commerce des produits halal. La surprise grandit quand on entend le Premier ministre Badawi déclarer que la nation malaise n'a que faire du « concept occidental de la liberté de la presse » et que les interdictions des revues comme *Newsweek* – qui a publié une image du prophète Mohamed – ou la censure à la télévision deviennent de plus en plus fréquentes. Ainsi, une série télévisée américaine a été déprogrammée en raison de ses scènes de sexe et de « promiscuité entre jeunes ». Par-dessus tout, un débat secoue l'élite à propos de l'introduction de la châria dans la Constitution – que certains cercles du pouvoir encouragent – et, dans le même temps, un spot gouvernemental à la télévision mélange les images des leaders du parti islamiste malais (PAS) avec celles de femmes afghanes tuées par les talibans.

Les insinuations de certains impliquant le pays dans les attentats du 11 septembre, la lutte féroce qui a opposé l'ancien Premier ministre Mahatir Mohamed à son dauphin, le ministre des Finances Anwar Ibrahim – jeté en prison sous prétexte

d'homosexualité¹ – les accusations de corruption et de népotisme lancées contre l'actuel Premier ministre expliquent-elles les remous actuels autour de la Constitution et cette islamisation rampante ?

Au xv^e siècle, sous l'influence de l'amiral chinois Zheng He, de confession musulmane, les rois de Malacca se convertissaient à l'islam qui s'étendit rapidement à toute la Malaisie. À travers les mutations politiques successives, la nouvelle foi s'intégra aux usages locaux et l'on vit parfois des sultanes régner. Mais comme les Européens cherchaient à concurrencer les marchands arabes et qu'ils étaient à la recherche des épices et de l'étain, de fortes rivalités opposèrent les pouvoirs locaux désireux de reprendre le contrôle de Malacca aux Portugais et de limiter l'influence de la Compagnie des Indes orientales. Mais le traité de Londres de 1824 provoquera la fracture du monde malais entre les futures Malaisie et Indonésie.

Du fait du refus des sultans malais d'autoriser leurs sujets à travailler pour les Anglais, ces derniers vont recourir à l'immigration de main-d'œuvre chinoise d'abord puis indienne ensuite. À l'indépendance, en 1957, la minorité chinoise détenait les clés de l'économie du pays face à une majorité malaise pauvre. Depuis, le problème majeur du pays est l'équilibre entre ses composantes ethniques. L'UMNO (United Malay National Organisation) qui fédère l'ensemble des partis malais (chinois et indiens compris) s'est déclarée dès 1955 « Alliance » face à la montée des tensions ethniques. La Nouvelle politique économique (NEP) lancée par le gouvernement en 1970, avait pour objectif, sur vingt ans, d'élever de façon significative l'actionnariat des *Bumiputera*



(« les fils du sol », c'est-à-dire les Malais de souche), de garder pratiquement en l'état celui des autres Malaisiens et de réduire celui des étrangers. Cette politique a été depuis indéfiniment reconduite, accordant, de plus, une discrimination positive aux Malais. Le gouvernement de Mahatir Mohamed s'est employé à résoudre la question ethnique en pariant sur un développement économique d'envergure s'appuyant sur un mélange de censure, de pressions et d'emprisonnement pour s'assurer la docilité de la population – et traitant de manière atroce la main-d'œuvre immigrée – et des médias et donnant l'illusion que les libertés fondamentales étaient respectées. Il a ainsi institué l'ISA (Internal Security Act), loi permettant la détention indéterminée et sans jugement de quiconque est soupçonné par la police d'atteinte à la sécurité nationale.

Dans les faits cependant, le Premier ministre Badawi a instauré un climat plus libéral que son mentor. Mais, de plus en plus, des voix s'élèvent – y compris au gouvernement – pour que le Coran régisse le pays et non la Constitution. En fait, une islamisation rampante est à l'œuvre. Les militants des droits de l'homme, les Malaisiens indiens et surtout chinois pressent l'UMNO d'accorder les mêmes droits à tous les citoyens, indépendamment de leur couleur de peau ou de leur foi tout comme

le théologien malais Anis Ahmed qui affirme que l'islam appelle les autres religions à le rejoindre et à coopérer pour l'établissement de la vertu (*ma'ruf*) et qui soutient qu'en islam, l'égalité est un article de foi et n'est subordonnée à aucune condition préalable.

Pour toute réponse, le gouvernement Badawi prône l'« *Islam Hadari* » (l'islam de la civilisation), interprétation moderniste de la religion qui met l'accent sur la modération, la technologie et la compétitivité économique. Mais, peut-on atteindre les buts que se donne le gouvernement en l'absence de libertés, quand l'opinion est muselée et que les autorisations de journaux sont renouvelées annuellement ? Du reste, le discours de Badawi est rejeté par certains leaders musulmans qui prônent une interprétation littérale du Coran et ne jurent que par El Ghazali (1058-1111) l'un des plus grands penseurs de l'Islam certes, mais dont la doctrine conservatrice a

été critiquée tant par Averroès (1126-1198) – qui professe que « Dieu commande la recherche de la vérité par la Science » que par les soufis, adeptes d'une interprétation allégorique du Livre saint. Le grand soufi qu'est le philosophe andalou Ibn Arabi (1165-1241) admettait quant à lui l'équivalence de toutes les croyances religieuses et adhérerait par-dessus tout à la religion de l'Amour.

Quelle meilleure gouvernance souhaiter à la Malaisie l'année où elle fête le cinquantième anniversaire de son indépendance ? ■

DES VOIX S'ÉLÈVENT
– Y COMPRIS AU
GOUVERNEMENT – POUR
QUE LE CORAN RÉGISSE
LE PAYS ET NON LA
CONSTITUTION.

1. Défendu cependant par le journal islamiste *Haraka* qui sera harcelé par Mahatir.